

Aux Terrenales : « On voit bien qu'il faut changer de système »

Eau, énergie, traitement : les milliers d'agriculteurs présents hier aux Terrenales se sont montrés soucieux de reprendre à leur compte les attentes de la société. Ethique et survie économique.

Vincent BOUCAULT

vincent.boucault@courrier-ouest.com

Aux Terrenales hier, Benoît, éleveur bovin à Nueil-sur-Layon, s'est beaucoup intéressé aux panneaux solaires. « C'est intéressant mais est-ce que dans quinze ans, quand on démontera, ces matériaux seront recyclables ? », s'est-il vertement interrogé.

Redonner du sens au métier d'agriculteur

Dans les années soixante-dix, nos parents ont mis des toits en fibrociment, il y avait de l'amiante.

Il s'est aussi penché avec attention sur l'association céréales-pois « pour limiter l'apport d'engrais ». Benoît n'est un bio, loin de là. Mais l'idée d'une agriculture « écologiquement intensive », l'AEI, mise en avant par sa coopérative Terrena, le travaille. Déjà, chez lui, il a réduit de 60 % ses produits phyto. Pourtant, il le dit, « On voit bien qu'il faut changer de système, la société le demande ».

De son côté, Dominique, éleveur de volailles label à Faveraye-Mâchelles, a observé avec intérêt une jolie jachère fleurie. « Ce sont des centaurees, des plantes mellifères pour les abeilles, je compte en semer autour de mon élevage ». Déjà investi dans l'agriculture raisonnée, il est venu aux Terrenales pour, lui aussi, « aller plus loin ».

Une préoccupation plus ou moins confusément partagée par les quelque 5 000 agriculteurs qui sont passés ce jeudi à Saint-Jean-de-Linières. « Nous



Saint-Jean-de-Linières, hier. Les panneaux solaires ont suscité beaucoup d'intérêt chez les agriculteurs.

aussi, on a des enfants et des petits-enfants », lâche Gérard Guilbaud, administrateur de Terrena et coorganisateur du gigantesque rassemblement.

« Le bio ne peut pas tout faire »

A ce souci éthique se joint une nécessité économique. Les exploitations agricoles disparaissent à grande vitesse. Les Allemands grappillent des parts de marché sur des produits traditionnellement français, comme l'emmental. « L'exigence environnementale peut être un avantage concurrentiel, appuie Gérard Guilbaud. Ce serait une erreur stratégique de ne pas en tenir compte. Et puis la bio ne peut pas tout faire. Cela peut être bon pour des petites cantines de village, mais pour une ville comme Nantes, la bio ne peut pas assurer un repas par semaine. » Christophe Couroussé, chargé de communication du groupe coopératif, appuie : « De plus en plus de médecins prescrivent des recommandations alimentaires dans leur ordonnance ». Gérard Guilbaud insiste : « Il est temps que les agriculteurs redonnent du sens à leur métier. On est pris en étau entre la grande distribution et les firmes phytosanitaires. Maintenant, on veut se donner de l'air. »

« Des traitements, mais seulement s'il le faut »

C'est le maître à penser de l'agriculture « écologiquement intensive », l'AEI, dont Terrena s'est inspirée ; et il préside l'association qui la promeut et dont le siège est à Angers. Michel Griffon, ingénieur agronome, chercheur, a commencé à gamberger sur l'AEI en 1994.

« Ça a été un coup de tonnerre, rapporte-t-il. J'étais à un colloque sur l'avenir de la recherche. Je voyais que la démographie allait augmenter alors que les rendements obtenus par l'agriculture intensive plafonnaient. Je me suis dit que tôt ou tard, il y aurait une crise alimentaire. »

En deux mots, l'AEI compte « maximiser les mécanismes écologiques » pour produire plus intensivement et

stimuler les défenses naturelles des plantes. Selon lui, le Bassin parisien, plaine de monoculture céréalière, n'exploite que 40 % des potentialités de l'ensoleillement. Michel Griffon n'est pas contre l'emploi d'engrais ou des traitements phyto, mais « à titre subsidiaire, seulement s'il le faut ».

Sa position sur les OGM est mesurée. « Il peut y avoir des projets inutiles et dangereux, dit-il. D'autres peuvent apporter des solutions intéressantes. Mais il faut éviter tout ce qui peut atteindre la biodiversité. » Il est contre la destruction des essais, comme celui de Terrena à Charcé-Saint-Ellier en septembre 2007.



Michel Griffon est aussi vice-président de l'Agence nationale de la recherche.

A SAVOIR

14 hectares d'ateliers

Une étiennette, un méthaniseur, des jachères de fleurs pour les abeilles butineuses, une mini-zone humide, une porcherie économe en eau : voici quelques-uns des 90 « ateliers » professionnels proposés hier et encore aujourd'hui aux Terrenales à Saint-Jean-de-Linières. Une concentration de moyens exceptionnels pour lesquels Terrena a investi, sans compter les moyens humains internes, environ 600 000 €. Cela fait un an et demi que le terrain est réservé à Saint-Jean-de-Linières. Le site est ouvert encore aujourd'hui, mais aux professionnels seulement. « Nous voulons d'abord former les agriculteurs avant de nous adresser au grand public », explique Terrena.